

Jeudi 6 mai 2021

Réponse du président Edouard Fritch

à la question orale de Tepuaraarii TERIITAHU

objet : Table ronde de haut niveau sur le nucléaire

Madame la Représentante,

Vous m'interrogez sur la préparation, l'organisation et le calendrier de la table ronde de Haut Niveau sur la question du nucléaire qui doit se tenir à Paris.

En effet, lors de ma rencontre avec Emmanuel Macron, le 30 mars dernier à Paris, nous sommes convenus lui et moi du principe de l'organisation d'une table ronde. Le sénateur Teva Rohfritsch qui m'accompagnait à l'Élysée peut témoigner de l'implication du Chef de l'État dans ce dossier.

Le Président de la République m'a proposé de présider lui-même cette table ronde, sur deux journées fin juin, et c'est pourquoi elle se tiendra à Paris et que nous l'avons désignée par les termes « Table ronde de haut niveau ».

Nous n'avons pas encore les dates précises. Il se pourrait que ce soit autour du 20 juin.

Je lui ai annoncé que j'avais l'intention d'y conduire une délégation de vingt à trente personnes car je veux que toutes les forces vives du Pays puissent s'exprimer, dans leurs diversités politiques et sociétales.

Cette proposition d'Emmanuel Macron découle pour partie de ma propre demande faite par courrier le 11 mars précédent en ces termes : « *Etant donné les problématiques persistantes, je sollicite l'organisation d'une large table ronde, associant tous les acteurs concernés, sur l'ensemble des impacts des essais nucléaires en Polynésie française (sanitaires, sociaux, environnementaux et économiques).* »

Je pense que s'il a décidé de la présider lui-même, c'est qu'il veut, lui aussi, mettre à plat tous ces sujets et lever autant que possible toutes les ambiguïtés sur l'activité du CEP et ses conséquences.

L'Etat a un devoir de vérité et de justice vis-à-vis des Polynésiens. Je l'ai martelé sans cesse depuis mon premier mandat à la présidence de ce Pays, en septembre 2014. Je l'ai écrit et dit publiquement. Je l'ai rappelé au président de la République.

Rappelez-vous ma lettre en réponse aux questionnements de l'association 193 en avril 2018 et plus récemment mon allocution à la réunion de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires qui s'est tenue le 23 février 2021 sous la présidence du ministre des solidarités et de la santé, monsieur Olivier Véran.

Reko tika. Vérité, justice : reko tika, la parole droite. La parole droite, apporter vérité et justice sur le fait nucléaire, c'est l'objectif, que je porte au nom du Pays, et que j'attends de cette Table Ronde de Haut Niveau présidée par le Président de la République. C'est pourquoi j'ai retenu ces mots « reko tika » pour désigner tout le mouvement de préparation avant de se rendre en délégation polynésienne à la table ronde : l'opération reko tika.

Pour ma part, j'ai demandé au Président d'ajouter aux mots « vérité et justice », le mot « accompagnement ».

La vérité, c'est la transparence totale de tous les faits liés au passé et à l'histoire du nucléaire en Polynésie.

L'accompagnement, c'est le devoir de réparations futures.

Les deux dimensions, passé et futur, sont indissociables si l'on recherche un apaisement durable, voire définitif, sur ce dossier.

Je vais vous dire quelques mots de la méthode retenue.

Mais avant cela je tiens à souligner que cette Table ronde n'est pas une fin en soi. C'est une étape historique.

Il ne faut prendre le risque de la gâcher. Elle est incontournable pour pouvoir ensuite aller de l'avant.

L'avenir de la Polynésie française, c'est pour moi ce qu'il y a de plus important. Que va-t-on faire pour ces 10 à 15 prochaines années. Comment allons-nous faire face aux défis de demain dont certains s'annoncent colossaux comme le changement climatique ?

Car vous le savez bien, tous ici, "Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible" écrivait Antoine de Saint-Exupéry.

Indiscutablement, nous devons parvenir à dépasser notre passé nucléaire pour rendre possible notre avenir.

Voyez-vous une autre option ? Moi, je n'en vois pas d'autre : il faut enlever le caillou dans la chaussure.

Revenons-en à l'opération reko tika. Je souligne que c'est la première fois depuis l'installation du CEP qu'un Président de la République nous offre de venir discuter en face de lui.

C'est une opportunité historique. Je la saisis et j'offre à toutes les bonnes volontés d'en profiter avec moi.

Quelques-uns se sont exprimés dans les médias déjà depuis une quinzaine de jours, posant des conditions ou annonçant purement et simplement qu'ils rejetaient, pour eux et pour les organisations qu'ils représentaient, cette offre de dialogue.

Je regrette à ce sujet que certains aient décidé d'ores et déjà de pratiquer la politique de la chaise vide, avant même d'avoir eu connaissance de la façon dont nous, Polynésiens, allons aborder cette rencontre et la manière dont les échanges seront construits et organisés.

Mais j'entends tout à fait et je comprends ces réactions spontanées, à chaud. On n'efface pas d'un revers de main 60 ans de propagande d'Etat, de dénigrement, d'intimidations, de mépris et d'arrogance même parfois.

Je l'avais écrit dans ma lettre précitée, datant d'avril 2018 : « la confiance des Polynésiens a bien été flouée par l'Etat, au nom d'une raison qui a certes sa propre légitimité et logique dans le contexte de l'époque, mais qui n'excuse pas tout. »

Quand la confiance est mise à mal, il en découle des réactions de rejet et de prudence.

Je réitère mon offre de participer à la délégation reko tika que je suis en train de former autour de moi, avec l'ambition qu'elle représente le mieux possible nos diversités.

Cependant ces diversités sont richesse à la condition que nous les voyons non comme des oppositions, front contre front, mais comme des complémentarités.

Nous sommes les Femmes et les Hommes du grand Océan. Nous savons faire preuve de courage et d'audace.

Nous savons aussi nous assoir ensemble et parler. Nous savons faire preuve de patience et d'humilité dans les moments difficiles.

Et de cette parole, lorsqu'elle est droite, nous savons trouver le chemin du consensus au bénéfice du bien commun.

Ça c'est nous !

Ça c'est le Pacific way !

Concrètement, j'ai invité une vingtaine de personnes, à titre nominatif, à participer à une rencontre d'échange et de dialogue, libre, avec le ministre des Outre-Mer, monsieur Sébastien Lecornu, lundi après-midi, à la présidence.

Après cette rencontre, je verrai si les conditions sont acquises pour désigner formellement les membres de la délégation reko tika que je réunirai deux ou trois fois, de sorte à bâtir ensemble un cahier des doléances.

Comme le Président nommera très bientôt un délégué coordonnateur pour cette opération, nous en ferons de même. Pour coordonner au préalable le travail de cette délégation, nous avons souhaité une personne de sagesse, de consensus, de dialogue et d'autorité morale. Elle sera nommée en conseil des ministres mercredi prochain.

Je souhaite que les Polynésiens aillent à Paris d'une manière unie, porteurs d'une seule et même voix. C'est à mon sens de

cette manière que nous pourrons obtenir LA vérité, cette vérité que tout le monde recherche et tous, y compris l'Etat, devront entendre et reconnaître sans concession et sans compromis.

Je vous remercie de votre attention.